Affaire T-497/93

Anne Hogan contre Cour de justice des Communautés européennes

« Fonctionnaires — Retenue opérée sur la rémunération —
Protocole sur les privilèges et immunités des Communautés européennes »

Arrêt du Tribunal (quatrième chambre) du 29 mars 1995 II - 705

Sommaire de l'arrêt

1. *Fonctionnaires — Recours — Partie défenderesse — Institution d'affectation (Statut des fonctionnaires, art. 2)*
2. *Privilèges et immunités des Communautés européennes — Fonctionnaires et agents des Communautés — Soumission au droit national pour les relations juridiques de la vie privée — Saisie-arrêt sur la rémunération d'un fonctionnaire ordonnée par un tribunal national — Obligations de l'institution concernée (Protocole sur les privilèges et immunités des Communautés européennes, art. 1^{er}; statut des fonctionnaires, art. 23, alinéa 1)*

3. *Procédure — Recours d'une personne physique ou morale visant à faire constater une violation du droit communautaire par un État membre — Incompétence du juge communautaire — Irrecevabilité*

(*Traité CE, art. 164 et suiv.*)

1. L'autorité investie du pouvoir de nomination agit au nom de l'institution qui l'a désignée, de sorte que les actes affectant la situation juridique des fonctionnaires et pouvant leur faire grief doivent être imputés à l'institution à laquelle ils sont affectés, et un éventuel recours juridictionnel doit être dirigé contre l'institution dont émane l'acte faisant grief.

2. Les privilèges et immunités que le protocole sur les privilèges et immunités des Communautés européennes consent, dans l'intérêt exclusif des Communautés, à leurs fonctionnaires ne revêtent qu'un caractère fonctionnel en ce qu'ils visent à éviter qu'une entrave soit apportée au fonctionnement et à l'indépendance des Communautés. Pour les relations juridiques privées avec d'autres particuliers, les fonctionnaires sont, conformément à l'article 23, premier alinéa, du statut, entièrement soumis, sous réserve des dispositions du protocole précité, au droit national applicable.

Lorsque, dans le cadre d'une procédure de saisie-arrêt diligentée devant une juridiction nationale, un tiers entend procé-

der entre les mains d'une institution, prise en tant qu'employeur, à une saisie-arrêt sur le traitement d'un fonctionnaire, il incombe à l'institution concernée, en premier lieu, de déterminer si les privilèges et immunités prévus par le protocole sont applicables à la procédure en cause et, dans l'affirmative, en second lieu, d'apprécier dans quelle mesure elle estime opportun de les invoquer ou non.

Dès lors que l'institution considère qu'il n'est pas contraire aux intérêts de la Communauté de ne pas invoquer ses privilèges et immunités, il lui appartient, en vertu de son devoir de coopération loyale avec les autorités nationales, de donner suite à la décision de saisie-arrêt du juge national.

3. Le traité ne prévoit aucune voie de recours permettant aux personnes physiques ou morales de saisir le juge communautaire d'une question concernant la compatibilité avec le droit communautaire des agissements des autorités d'un État membre. Des conclusions visant à la constatation d'une violation du droit communautaire par un État membre sont, dès lors, irrecevables.